

# DOCUMENT DE CONTEXTE NATIONAL :

## La transition juste, l'apprentissage continu et la formation des adultes en France

Octobre 2024

### Sommaire

1. Introduction – Une transition juste : un enjeu déjà important au sein du débat public	1
2. Les impacts du changement climatique et les politiques et programmes de transition juste	2
2.1. Impacts économiques et sociaux du changement climatique, impacts sur le secteur de l'éducation, sur les femmes, les personnes migrantes et les travailleurs et travailleuses peu qualifiées ou les adultes avec un faible niveau de scolarité	2
2.2. Promesses face au changement climatique, politiques, réglementations et plans en matière de transition écologique.	4
2.3. Plans nationaux de relance et de transition	5
2.4. Financements nationaux et multilatéraux pour la transition juste, notamment dans le secteur éducatif et pour soutenir les femmes, les personnes migrantes/réfugiées et les adultes avec un faible niveau de scolarité	6
3. Éducation formelle et informelle au climat, à l'environnement et à la transition juste	7
3.1. Capacités des éducateur·rices et des formateur·rices sur les questions de justice climatique et de transition juste	10
3.3. Structures éducatives et collaborations entre acteurs de l'éducation en matière de justice climatique et de transition juste	11
4. Consultation de la société civile, collaboration et création de coalitions	12
4.1. Plaidoyer et campagnes : mobilisation des organisations de la société civile (OSC) sur l'action environnementale et climat	13
4.2. Éducation : implication des OSC dans l'apprentissage formel et informel sur les enjeux de climat et de transition juste	14
4.3. Coopération avec les groupes environnement et climat sur l'éducation formelle et informelle	15
4.4 La consultation des OSC sur la transition juste par les agences gouvernementales, et les défis rencontrés dans leur travail sur les plans climat et de transition juste	16
5. Solidarité transfrontalière	17
5.1. Réseautage et coalitions transnationales	17
5.2. Projets transfrontaliers	18
6. Conclusion et recommandations	19
7. Références	20

## 1. Introduction – Une transition juste : un enjeu déjà important au sein du débat public

L'éducation environnementale et la transition écologique en France se produisent au sein d'un plus vaste contexte européen, où la transition juste est devenue un enjeu central. Développé dans les années 1980 par le mouvement ouvrier, ce concept cherche une transformation équitable vers une société post-carbone. La transition juste entend répartir équitablement les bénéfices de l'économie verte et soutenir ceux et celles que cette transition pourrait désavantager sur le plan économique.

En France, la question de l'équité dans la transition écologique a pris une place particulièrement importante avec le mouvement des Gilets jaunes. Ce mouvement social qui a démarré en octobre 2018, a été déclenché par l'annonce d'une hausse de la taxe carbone sur l'essence, pensée pour encourager une transition vers des énergies plus propres et des technologies à faibles émissions carbone. Symbole de leur unité, les manifestantes endossent des gilets jaunes de sécurité routière et élargissent rapidement le champ de leurs demandes pour y inclure le pouvoir d'achat, la justice fiscale et la démocratie participative. Le mouvement prend principalement la forme d'occupation des ronds-points, de blocage des routes et de manifestations hebdomadaires, souvent marquées par de violents affrontements avec les forces de l'ordre. Cette mobilisation sans précédent a mis au jour un fossé profond entre les décisions du gouvernement sur la transition écologique et leur impact sur la vie quotidienne des citoyens et citoyennes ; en particulier sur les personnes vivant dans des zones rurales ou périurbaines, qui dépendent énormément de leur véhicule. Les manifestations des Gilets jaunes ont mis en évidence la nécessité criante d'une approche plus inclusive et équitable à la mise en œuvre des politiques environnementales, en soulignant l'importance d'une transition écologique qui tienne compte des réalités socioéconomiques de toutes les franges de la population. D'ailleurs, selon un sondage IFOP<sup>1</sup>, 82 % des Françaises et Français éprouvent de l'inquiétude face au changement climatique. En outre, 74 % pensent que dans la lutte contre le changement climatique, l'État demande bien trop aux plus pauvres et pas assez aux plus riches. L'Éducation au développement durable (EDD) est étroitement liée à cette transition juste. Elles ont un objectif en commun: veiller à une transition écologique juste pour toutes et tous, en vue de bâtir une société où la durabilité environnementale est intégrée à la justice sociale, permettant alors une transformation inclusive et équitable de la société. De plus, les acteurs de l'éducation populaire jouent un rôle primordial pour s'assurer que l'EDD touche bien tous les publics, notamment le public en général et les enfants, mais aussi les personnes les plus éloignées des enjeux de développement durable, pour des raisons d'ordre économique, social ou géographique.

Étant donné la multiplicité des acteurs, des projets et des initiatives, ce rapport sur l'état de l'EDD et de la transition juste en France n'entend pas être exhaustif. Les actions menées à bien avec le secteur associatif français démontrent un engagement certain vis-à-vis de l'EDD. Sensibilisant le public aux enjeux écologiques tout en promouvant les pratiques inclusives, ces initiatives contribuent à une transformation sociétale plus équitable. Pour faire un tour d'horizon de l'EDD, même partial, ce rapport a été rédigé en consultant les parties prenantes françaises de l'EDD. Il est intéressant de noter que le terme « transition juste » n'est pas un terme avec lequel les acteurs interviewés étaient toujours familières, bien que cet enjeu soit au cœur de leurs approches. Ces entretiens avec des parties prenantes engagées de longue date sur cette thématique apportent de précieuses perspectives historiques de l'évolution des pratiques autour de l'EDD. Cette méthodologie a été assortie d'une recherche documentaire.

Ce rapport met donc en lumière non seulement les défis mais également les possibilités que présente la transition écologique sur le plan de l'éducation environnementale et de la transformation sociale. Plusieurs grands domaines sont explorés dans le rapport, avec une analyse des impacts du changement climatique, un accent mis sur les répercussions économiques et sociales, en particulier sur les secteurs vulnérables, et sur les groupes tels que les femmes, les personnes migrantes et les travailleurs et travailleuses peu qualifiés. Le rapport souligne également l'importance de l'éducation formelle tout autant que de l'éducation informelle.

## 2. Les impacts du changement climatique et les politiques et programmes de transition juste

### 2.1. Impacts économiques et sociaux du changement climatique, impacts sur le secteur de l'éducation, sur les femmes, les personnes migrantes et les travailleurs et travailleuses peu qualifiés ou les adultes avec un faible niveau de scolarité

#### Les Françaises et les Français « très » inquiètes face au changement climatique

Le changement climatique a déjà des impacts significatifs sur l'économie et la société françaises et ses effets ne feront que s'intensifier dans les années à venir. Selon le rapport Pisani-Ferry<sup>2</sup>, les conséquences économiques sont multiples : perte de productivité, dommages aux infrastructures, et hausse des coûts d'ajustement. Les secteurs particulièrement vulnérables comme l'agriculture et le tourisme sont ceux qui sont le plus touchés.

Le Conseil économique, social et environnemental (ESEC) note que ces impacts ont affecté de façon disproportionnée certaines franges de la population. Les personnes âgées et les personnes vivant en zone rurale sont particulièrement exposées aux risques associés aux événements climatiques extrêmes, comme le sont les canicules et les inondations. Les jeunes sont également profondément touchés, car ils et elles subissent les conséquences pérennes et toujours plus graves du changement climatique, avec des impacts économiques, sociaux et environnementaux sur leur avenir. Selon une étude scientifique publiée par *The Lancet*, l'impact du changement climatique sur les jeunes en France est considérable : 60 % d'entre eux sont « très » voire « extrêmement » inquiets du dérèglement climatique. Une autre étude menée par la Fondation Jean Jaurès et la section française du Forum des jeunes auprès de jeunes de 18 à 30 ans a mis en avant le sentiment d'éco-anxiété en réponse face à l'impression d'inaction de la part du gouvernement. En France,

55 % des jeunes se sentent abandonnés. 26 % seulement pensent que le gouvernement en fait assez pour éviter les catastrophes, et 28 % pensent que les actions du gouvernement reflètent le consensus scientifique sur le climat. Selon la même étude, 37 % des jeunes âgées de 16 à 25 ans hésitent à avoir des enfants en raison de leurs inquiétudes envers la situation climatique.

Toutefois, le rapport Pisani-Ferry signale également que le changement climatique représente de nouvelles opportunités économiques. La transition vers une économie plus verte pourrait stimuler l'innovation et créer de nouveaux emplois. L'ESEC insiste sur le fait que, pour être à la fois efficace et équitable, la transition nécessite des investissements considérables et des politiques bien conçues. Le Plan d'Action Climat<sup>3</sup> du ministère de la Transition écologique souligne l'importance du renforcement de la résilience à l'échelle de la société et des institutions afin d'aborder l'incertitude inhérente aux stratégies d'adaptation.

#### Le changement climatique exacerbe les inégalités dans l'éducation

Le changement climatique touche de façon significative le secteur de l'éducation, avec des conséquences directes sur les conditions d'apprentissage des enfants et l'aggravation des inégalités existantes au sein du système éducatif.

Les établissements scolaires français sont bien souvent inadaptés aux conditions climatiques changeantes. La plupart des écoles ont été construites sans tenir compte des problèmes engendrés par le changement climatique, ce qui les rend vulnérables aux températures extrêmes. Ce manque d'adaptation donne lieu à une mauvaise isolation thermique, une ventilation inadéquate et l'absence de systèmes de climatisation durables. Selon une étude d'Oxfam France<sup>4</sup>, 55 % des écoles maternelles françaises risquent de subir des températures intérieures dépassant les 35°C d'ici à 2030.

Ces conditions extrêmes ont de l'incidence sur la concentration et les performances des élèves, ce qui compromet la qualité de leur éducation. En outre, le changement climatique aggrave des disparités déjà présentes au sein du système éducatif français. Les écoles situées dans les zones rurales défavorisées sont souvent moins équipées pour faire face aux défis du changement climatique, ce qui creuse le fossé par rapport aux institutions mieux dotées. Le rapport Oxfam souligne également que 100 % des élèves des écoles de Seine-Saint-Denis, le département le plus pauvre de France métropolitaine, seront exposés à des températures excessives.

Les conditions météorologiques extrêmes perturbent également le calendrier scolaire. Les fermetures d'écoles en raison de la canicule ou d'événements météorologiques graves sont de plus en plus fréquentes, ce qui entraîne des interruptions dans le processus d'apprentissage. Les territoires d'outre-mer sont particulièrement vulnérables aux risques climatiques car ils font plus fréquemment face à des événements météorologiques extrêmes. Oxfam France signale : « La hausse de l'intensité et la prolongation de la durée des vagues de chaleur, de mai à octobre, ont un impact sur le calendrier scolaire. » Ces perturbations forcent les écoles à réenvisager leurs programmes et méthodes pédagogiques, en se reposant de plus en plus sur l'apprentissage à distance. Toutefois, ceci peut exacerber les inégalités entre élèves, car toutes n'ont pas le même accès aux outils numériques. Pour surmonter ces défis, le cabinet de conseil sur les stratégies climat et environnement EcoAct<sup>5</sup> insiste sur la nécessité d'investir pour adapter les infrastructures scolaires et mettre au point des stratégies pédagogiques de résilience pour faire face au changement climatique. Ceci implique non seulement des améliorations physiques, mais également une intégration plus approfondie de l'éducation au développement durable (EDD) dans les programmes scolaires, afin de préparer les générations futures aux enjeux climatiques. Toutefois, la mise à niveau des établissements scolaires doit faire face aux complexités administratives et aux contraintes budgétaires des collectivités territoriales.

### Changement climatique : une vulnérabilité différenciée

En France, comme ailleurs dans le monde, le changement climatique exacerbe les inégalités socioéconomiques existantes, affectant de façon disproportionnée les femmes, les personnes migrantes, et les travailleurs et travailleuses peu qualifiés. La canicule de 2003 en France est un bon exemple de cette vulnérabilité différenciée : sur près de 15 000 personnes décédées, le taux de mortalité était plus élevé de 15 % chez les femmes que chez les hommes. Cette disparité peut s'expliquer par les facteurs sociaux tels qu'un isolement social plus fréquent chez les femmes âgées et des inégalités dans l'accès aux soins de santé<sup>6</sup>.

Un autre groupe particulièrement vulnérable en France sont les personnes migrantes. Elles vivent souvent dans des conditions précaires et rencontrent donc des obstacles supplémentaires pour faire face aux risques climatiques, comme un accès limité au logement, à l'emploi et aux services de santé. Cette précarité accroît leur exposition aux conséquences des événements météorologiques extrêmes.

Les travailleuses peu qualifiées sont également davantage exposées aux effets du changement climatique en France. Selon le Haut-Commissariat à la Stratégie et au Plan<sup>7</sup>, les 23 professions les plus touchées sont souvent occupées par les personnes travaillant dans le bâtiment, l'agriculture, le personnel de sécurité, mais aussi le secteur de la boulangerie, de la restauration et les travailleuses et travailleurs sanitaires. Ces emplois, souvent mal payés et effectués dans des conditions précaires, cumulent les inégalités face aux risques climatiques. Disposant généralement de moins de ressources, il semble plus difficile à ces travailleurs et travailleuses de s'adapter, qu'il s'agisse de changer d'environnement ou d'horaires de travail. Par exemple, ils et elles ont moins de moyens pour investir dans des équipements de protection contre la chaleur ou pour acquérir de nouvelles compétences adaptées à un environnement qui change. En outre, ces travailleuses et travailleurs sont souvent moins informés des risques associés au changement climatique et à la façon dont ils et elles pourraient se protéger, ce qui aggrave encore leur vulnérabilité.

## 2.2. Promesses face au changement climatique, politiques, réglementations et plans en matière de transition écologique.

La France est engagée dans la lutte contre le changement climatique, à l'échelle internationale comme nationale.

### Engagements mondiaux en faveur du climat

La France a ratifié l'Accord de Paris, et s'engage donc à contribuer aux efforts mondiaux pour limiter le réchauffement de la planète bien en dessous de 2°C et dans l'idéal à 1,5°C, par rapport aux niveaux préindustriels. En vertu de cet accord, la France a fixé des cibles ambitieuses pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Du côté du financement international de la lutte contre le changement climatique, la France a affecté 7,6 milliards EUR à l'action climat dans les pays en développement en 2022, dépassant sa cible de 6 milliards EUR par an. La France développe également les partenariats pour une transition énergétique juste avec plusieurs pays, comme le Pacte de Paris pour les personnes et la planète (4P)<sup>8</sup>. Cette initiative vise à réformer le système financier international pour mieux aborder les enjeux climatiques et mobiliser les ressources financières et techniques pour soutenir l'action climat et le développement durable.

### Politiques, réglementations et plans de transition écologique

À l'échelle nationale, la France s'est engagée à parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050. Pour atteindre ce but, elle a mis en place plusieurs politiques et stratégies :

- Introduite par la loi du 17 août 2015 de transition énergétique pour la croissance verte, la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC) fixe la trajectoire pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à 2050. Les principaux objectifs de la SNBC sont :
  - Réduire émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici à 2030 par rapport à 1990
  - Parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050

Pour atteindre ces objectifs, la SNBC fournit des orientations sectorielles (transports, construction, agriculture, industrie, énergie, déchets) et des stratégies transversales (empreinte carbone, formation, recherche).

- La Programmation Pluriannuelle pour l'Énergie (PPE) sert de feuille de route pour l'énergie en France, elle fixe les priorités du gouvernement en matière d'énergie pour les 10 prochaines années. Ses principaux objectifs sont :
  - Réduire la consommation d'énergies fossiles
  - Développer les énergies renouvelables
  - Améliorer l'efficacité énergétique
- La loi Climat et résilience de 2021 adoptée le 22 août 2021 vise à accélérer la transition écologique de la France dans plusieurs secteurs, notamment le transport, le logement, la consommation et l'alimentation. Parmi les mesures clés de cette loi, on retrouve :
  - L'interdiction de la location de logements mal isolés à partir de 2025
  - La création de zones à faibles émissions dans les villes de plus de 150 000 habitantes
  - L'obligation pour les supermarchés et les hypermarchés de consacrer au moins 20 % de leur surface de vente à des produits en vrac d'ici à 2030

La mise en œuvre de ces politiques requiert la coordination entre différentes parties prenantes, notamment des ministères, collectivités territoriales, entreprises et citoyens et citoyennes.

### 2.3. Plans nationaux de relance et de transition

La France a mis en place plusieurs plans nationaux de relance et de transition pour relever les défis économiques et environnementaux. Ces plans entendent stimuler l'économie tout en accélérant la transition écologique du pays.

#### France Relance

Lancé en septembre 2020, ce plan est une grande initiative du gouvernement français pour répondre à la crise économique provoquée par la pandémie de COVID-19 et préparer l'économie à l'avenir. Avec un budget total de 100 milliards EUR, il se structure autour de trois grands piliers : l'écologie (30 milliards EUR), la compétitivité (34 milliards EUR) et la cohésion sociale et territoriale (36 milliards EUR). Avec ses 30 milliards EUR alloués, la composante écologie de France Relance vise à accélérer la transition vers une économie plus verte et plus durable. Les domaines clés d'action comprennent la rénovation énergétique des bâtiments, le développement de transports propres, la décarbonation industrielle, le soutien à l'économie circulaire, la transition agricole et la préservation de la biodiversité. Ces investissements cherchent non seulement à réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais également à créer des emplois dans les secteurs verts et améliorer la qualité de vie des citoyens et citoyennes.

### Plan national de relance et de résilience (PNRR)

Le PNRR correspond à la version française du plan de relance de l'Europe « Next Generation EU ». Il vise à soutenir les investissements et les réformes qui permettront à la France de relever les défis économiques et sociaux tout en accélérant la transition écologique. Le PNRR précise comment la France prévoit d'utiliser les fonds européens pour soutenir les réformes et investissements nécessaires pour la relance durable. Estimé initialement à 40,9 milliards EUR, le PNRR a été ajusté en 2023 pour atteindre les 41,9 milliards EUR. Il se structure en 9 composantes, dont plusieurs sont directement liées à la transition écologique :

- Rénovation énergétique
- Ecologie et biodiversité
- Infrastructures et mobilités vertes énergie et technologies vertes
- Financement des entreprises
- Souveraineté technologique et résilience
- Mise à niveau numérique de l'État, des territoires et des entreprises
- Sauvegarde de l'emploi, jeunes, handicap, formation professionnelle
- Recherche, Ségur de la santé, dépendance, cohésion territoriale

### Autres plans sectoriels

Outre ces plans généraux, la France a mis en œuvre plusieurs plans sectoriels pour soutenir la transition écologique dans des domaines spécifiques :

- « France 2030 » : ce plan de 30 milliards EUR d'investissements sur cinq ans vise à accroître la compétitivité industrielle et les technologies du futur en France. Il contient de grandes composantes en lien avec la transition écologique, telles que le développement de réacteurs nucléaires plus petits, la décarbonation industrielle et le soutien aux énergies plus propres dans les transports.
- Plan vélo et mobilités actives : lancé en 2018 et consolidé dans le cadre de France Relance, ce plan vise à tripler la part des déplacements à vélo dans les déplacements quotidiens d'ici à 2024, en la faisant passer de 3 % à 9 %.

Ces différents plans et stratégies démontrent un engagement politique clair à transformer l'économie française vers un modèle plus durable. Toutefois, leur mise en œuvre suscite plusieurs interrogations fondamentales. Tout d'abord, bien que l'envergure des investissements soit significative, ces derniers restent insuffisants face à l'urgence climatique et aux cibles ambitieuses fixées dans l'Accord de Paris. En outre, la multiplicité des plans et leur chevauchement peuvent créer une certaine complexité administrative, entravant alors leur efficacité sur le terrain. De plus, ces initiatives sont encadrées par une logique de croissance verte qui ne remet pas fondamentalement en cause le modèle économique actuel, pourtant source de nombreuses inégalités et de pressions sur l'environnement. Enfin, comme le mouvement des Gilets jaunes l'a bien montré, la transition écologique ne peut pas réussir si elle ne tient pas compte de la justice sociale et soutient les populations les plus vulnérables.

#### 2.4. Financements nationaux et multilatéraux pour la transition juste, notamment dans le secteur éducatif et pour soutenir les femmes, les personnes migrantes/réfugiées et les adultes avec un faible niveau de scolarité

##### Éducation et employabilité, sans financement spécifique

Même s'il n'existe que peu de financements ciblant l'éducation au sein du cadre pour la transition juste, plusieurs mécanismes peuvent être mis à profit pour soutenir ce secteur, notamment le Fonds Vert pour la rénovation énergétique des établissements scolaires. Ce fonds, qui affecte des ressources pour la modernisation des infrastructures scolaires, aide à améliorer les conditions d'apprentissage tout en réduisant l'empreinte carbone des écoles. Toutefois, une transition juste dans l'éducation va au-delà du financement de projets. Cela demande de faire évoluer les programmes scolaires et les pratiques pédagogiques afin d'y intégrer les enjeux de la transition écologique. Outre l'intégration aux programmes des thématiques du climat et de l'environnement, la formation des enseignantes est essentielle pour doter les éducatrices des outils pour transmettre ces enjeux à leurs élèves.

De même, plusieurs programmes et financements, même sans être explicitement étiquetés comme faisant partie de la « transition juste », jouent un rôle significatif dans l'adaptation des compétences et le soutien aux travailleurs et travailleuses qui font face aux changements économiques et écologiques. Le Fonds national de l'emploi (FNE) joue un rôle important dans le financement du programme FNE-Formation, qui entend aider les entreprises et les employées à développer les compétences nécessaires à la transition écologique. D'autres programmes d'aides publiques tels que l'engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC), qui comprend une composante prospective et une composante d'actions de développement spécifiques aux petites et moyennes entreprises (PME), contribuent à préparer ces entreprises aux changements qu'entraîne la transition écologique. À l'échelle régionale, les conseils régionaux jouent un rôle crucial dans le financement de la transition juste, étant donné leurs responsabilités dans la formation professionnelle et la transition écologique et énergétique.

Les régions mettent en œuvre plusieurs initiatives innovantes, en créant par exemple des programmes de formations se focalisant sur les emplois verts et « écologisants ».

En outre, le Plan national de relance et de résilience (PNRR) comprend des composantes qui peuvent bénéficier indirectement aux jeunes et aux adultes en reconversion professionnelle. De même, le Fonds social européen plus (FSE+) offre des possibilités de financement aux initiatives éducatives et de formation s'adressant aux groupes vulnérables, notamment les femmes et les personnes migrantes. D'autre part, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a publié un avis intitulé « Inégalités de genre, crise climatique et transition écologique<sup>9</sup> » qui formule plusieurs recommandations en vue d'une meilleure intégration des questions de genre au sein des politiques de transition écologique. Cela comprend notamment l'inclusion d'un indicateur d'égalité des genres dans la planification environnementale nationale, ou le renforcement du critère de genre dans les marchés publics des aménagements et équipements de la transition écologique.

##### Financements européens

L'Union européenne joue un rôle majeur dans le financement de la transition juste, principalement par l'intermédiaire de deux fonds : le Fonds social européen plus (FSE+) et le Fonds pour une transition juste (FTJ). Pour la période 2021-2027, le programme national de la France pour le FSE+ affectait près de 4 milliards EUR. La priorité n°3 de ce programme, qui représente 12 % du fonds, cible spécifiquement le développement des compétences des employées d'entreprises faisant face à la transition écologique et à la transition numérique. Le FTJ, un nouveau fonds pour la période 2021-2027, entend soutenir la transition énergétique et industrielle vers une économie neutre en carbone.

En France, le FTJ se focalise sur six régions : Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est, Hauts-de-France, Normandie, Pays de la Loire, et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ces fonds visent à soutenir la transition juste et inclusive avec une attention particulière portée aux groupes vulnérables tels que les femmes, les personnes migrantes/réfugiées et

les adultes avec un faible niveau de scolarité. La fermeture programmée en 2026-2027 de la centrale à charbon de Cordemais dans la région Pays de la Loire menace directement plus de 800 emplois directs, indirects et induits, notamment 370 employées et 210 sous-traitantes<sup>10</sup>. Pour répondre à cette situation, le FTJ intervient pour assister ces travailleuses dans leur reconversion professionnelle en leur proposant de la formation, un accompagnement dans l'orientation de leur carrière et une aide pour trouver de nouvelles perspectives d'emploi, en visant par-là à atténuer l'impact social et économique de la transition écologique dans la région.

### 3. Éducation formelle et informelle au climat, à l'environnement et à la transition juste

#### Vers l'anthropocène : une perspective historique sur l'éducation au développement durable (EDD)

L'éducation environnementale en France a évolué depuis le 19<sup>e</sup> siècle. Initialement, le mouvement se focalisait sur *l'éducation via l'environnement*, dans le but d'émanciper les enfants par le contact avec la nature. Le scoutisme et l'éducation populaire en sont les principaux représentants. Dans les années 1970, les premières lois environnementales ont fait évoluer les pratiques vers une éducation pour l'environnement. Cette période a vu l'émergence de clubs tels que « Connaître et protéger la nature » et des classes vertes, afin de sensibiliser les jeunes aux questions environnementales. Les années 1980 et 1990 ont marqué un tournant vers des mesures concrètes de protection de l'environnement, avec des initiatives telles que l'encouragement à la collecte des déchets et l'engagement des associations à former des éco-citoyennes. Les années 1990 correspondent à l'avènement du concept de développement durable, qui se caractérise par deux grandes approches : une vision comportementaliste se focalisant sur les actions respectueuses de l'environnement et une approche socio-constructiviste qui vise à comprendre et améliorer l'environnement vital de tout une chacune. De nouveaux acteurs tels que les entreprises et les syndicats de cadres ont commencé à s'impliquer dans l'éducation environnementale. Enfin, les années 2000 voient l'émergence de la sensibilité sociale pour aborder des thématiques qui suscitent le débat dans la société, s'appuyant sur des connaissances en constante évolution, tels que le changement climatique. Aujourd'hui, avec l'importance grandissante de la notion d'anthropocène et les grands bouleversements, l'accent est désormais mis sur l'acquisition de compétences pour permettre aux apprenantes d'agir dans des contextes complexes, incertains et transitoires. Cette évolution reflète une sensibilisation croissante aux questions environnementales et une adaptation des méthodes éducatives aux défis contemporains.

#### Une éducation formelle interdisciplinaire

Depuis 2004, l'éducation au développement durable (EDD) a été officiellement intégrée aux programmes scolaires des écoles françaises. Cette intégration s'est faite graduellement, plusieurs circulaires renforçant son importance au fil des ans. L'objectif est de donner aux élèves une compréhension des enjeux environnementaux et climatiques tout au long de leur scolarité, de l'enseignement primaire au secondaire. L'EDD dans le système éducatif français se distingue par son approche interdisciplinaire. Elle n'est pas enseignée comme matière indépendante, elle est intégrée à toutes les disciplines. Cette approche permet aux élèves de comprendre les questions environnementales selon diverses perspectives : économiques, sociales et culturelles.

Une initiative remarquable dans l'éducation formelle est la création des « éco-déléguées ». Depuis 2019, chaque classe d'école élémentaire et de collège élit une éco-déléguée responsable de la promotion des comportements écologiques au sein de l'école. Les éco-déléguées jouent un rôle primordial dans la sensibilisation de leurs camarades et dans la mise en œuvre de projets concrets en lien avec le développement durable. Ce que peuvent accomplir les éco-déléguées peut être très divers et toucher à de nombreux aspects de la vie scolaire : observer et préserver la biodiversité sur le site de l'école, verdir et repenser les cours d'école, et mettre en place un système de tri sélectif et de recyclage.

Pour encourager et donner de la reconnaissance à ces actions, le ministère de l'Éducation nationale a établi un Prix de l'action éco-déléguée en 2020. En 2022, c'est le collège Karl Marx de Villejuif qui a reçu le Prix de l'action éco-déléguée dans l'académie de Créteil pour ses nombreux projets écologiques mis en place tout au long de l'année. Les éco-délégués du collège ont lancé une série d'actions concrètes pour améliorer l'environnement de l'école et sensibiliser leurs camarades aux enjeux écologiques. Parmi les initiatives remarquables de l'année :

- La végétalisation des couloirs et de la cour du collège.
- L'organisation de trois courses environnementales, notamment une collecte de déchets ayant permis de ramasser près de 42 kg d'ordures.
- La collecte de bouchons de bouteilles destinés ensuite à la production de sièges pour les Jeux olympiques de 2024.
- Une campagne de levée de fonds pour financer la revégétalisation du collège.
- La création de boules de graisse pour les oiseaux.
- La production de papier recyclé.
- La création d'affiches d'information sur l'environnement.

L'impact de cet engagement s'étend bien au-delà du domaine environnemental. L'implication des éco-délégués est reconnue dans leur parcours scolaire, en particulier lors de l'oral du brevet. Ces projets constituent une possibilité unique d'apprentissage du monde qui les entoure, tout en inspirant les autres écoles à mettre en place des initiatives de ce genre. En outre, ces actions écologiques ont des effets positifs sur le plan individuel. Au collège Karl Marx, un élève en difficulté s'est découvert une passion pour l'horticulture suite à son implication dans ces projets, illustrant par-là le potentiel transformateur de ces initiatives sur le parcours personnel des élèves.

### Éducation informelle : les associations dans toutes les directions

En parallèle de l'éducation formelle, un grand nombre d'initiatives éducatives informelles contribuent à sensibiliser et former le public aux enjeux de l'environnement et du climat.

Les centres permanents d'initiatives pour l'environnement (CPIE) jouent un rôle crucial dans l'éducation environnementale informelle. Certifiés par le gouvernement français, ces centres proposent des activités éducatives pratiques, permettant d'avoir une approche concrète et pratique des questions environnementales. Reconnue comme « association éducative complétant l'éducation publique » et « association de protection de l'environnement », l'Union nationale des CPIE coordonne ces efforts de formation et de sensibilisation à l'échelle nationale. Les CPIE mettent au point des programmes d'éducation environnementale à destination de différents publics. Par exemple, le CPIE Sèvre et Bocage<sup>12</sup> propose des programmes pédagogiques en milieu scolaire qui consistent en plusieurs demi-journées alternant entre sessions en classe et sorties scolaires, selon la thématique choisie. Ces programmes s'adressent non seulement aux élèves des écoles mais également aux centres de loisirs et au public en général. Le CPIE Bresse du Jura propose des fiches d'activités et outils pédagogiques à télécharger, offrant ainsi des ressources accessibles pour l'éducation à l'environnement<sup>13</sup>. Outre ces activités pédagogiques, les CPIE organisent également des formations pour les agentes publiques, enseignantes et professionnelles de différents secteurs.

Les associations nationales telles que Greenpeace France proposent des ressources s'adressant à un large public, de jeunes enfants (à partir de 6 ans) en passant par les élèves des lycées. Le but est d'offrir du contenu adapté à chaque âge, pour impliquer les jeunes sur les questions environnementales. Parmi les nombreuses contributions, Greenpeace publie une revue spéciale intitulée « Planète Greenpeace » pensée pour les enfants de moins de 10 ans. Cette revue permet aux enfants de découvrir les enjeux environnementaux par l'intermédiaire d'histoires, jeux et activités. L'association offre également une nouvelle option d'abonnement familial qui comprend du contenu éducatif pour les enfants, apportant des réponses à leurs questions sur les événements environnementaux actuels et leur donnant des conseils pour intégrer l'écologie à leur vie quotidienne.

À l'échelle locale et à l'échelle régionale, de nombreuses initiatives sont en train de voir le jour. Par exemple, l'agence régionale Énergie-Climat d'Île-de-France met en place des projets tels que « Je m'écotransporte »<sup>14</sup>, un kit pédagogique pour les enfants de 5 à 11 ans, visant à promouvoir l'éducation à l'écomobilité en leur donnant des outils pour concevoir, organiser et animer des actions éducatives sur la mobilité durable.

### La Ligue de l'enseignement et le secteur du « tourisme durable »

Depuis avril 2021, la Ligue de l'enseignement a établi un secteur du « tourisme durable » pour accompagner la transition écologique des centres de vacances et des établissements de séjours pédagogiques. Les classes de découverte et les colonies de vacances constituent des contextes privilégiés pour proposer des activités d'éducation à l'environnement et d'exploration de la nature. La mise à jour du projet éducatif du secteur vacances, séjour et loisir en 2025 a fourni une opportunité de passer en revue les services existants et de les adapter aux nouveaux défis éducatifs, comme le renforcement de l'éducation à l'expérience nature ou le développement de la dimension d'éco-citoyenneté dans la vie de tous les jours au sein des établissements. De même, le secteur de la « transition écologique » de la confédération Centre a mis en place le programme Transi'Terre pendant de nombreuses années pour soutenir le déploiement de missions de service civique pour les jeunes volontaires souhaitant s'engager dans les actions d'éducation à l'environnement. Un certain nombre de programmes éducatifs visent également à doter les éducatrices et éducateurs au sein du réseau de la Ligue de l'enseignement, en se focalisant sur les sciences participatives, par exemple.

Le perfectionnement des compétences des éducatrices et éducateurs est donc un aspect important de l'éducation informelle. Des réseaux comme GRAINE Île-de-France<sup>15</sup> proposent des formations à destination des acteurs et actrices de l'éducation à l'environnement, renforçant ainsi les compétences et les connaissances de celles et ceux qui sont impliquées dans la sensibilisation à l'environnement.

### 3.1. Capacités des éducateur·rices et des formateur·rices sur les questions de justice climatique et de transition juste

En France, les capacités des éducatrices et formatrices en matière de questions de justice climatique et de transition juste se développent par le biais de plusieurs initiatives.

#### Éducation populaire et action juridique

Dans le domaine de l'éducation informelle, les associations et les ONG jouent un rôle clé. L'association « Notre affaire à tous » par exemple, déploie des efforts de formation et de sensibilisation aux sujets de justice climatique et de transition juste. Selon son site internet officiel, l'association organise des sessions de formation et des ateliers pour éduquer le public aux enjeux climatiques et aux actions juridiques pour la protection environnementale. Ces initiatives visent à renforcer la capacité des citoyennes à comprendre et agir face aux enjeux du changement climatique, en mettant l'accent sur les aspects juridiques et sociaux de la transition écologique. Cette approche s'affiche dans la lignée d'une tendance plus élargie qui voit les organisations environnementales combiner action juridique et éducation populaire en vue de promouvoir la justice climatique et la transition écologique équitable.

L'impact de ces initiatives éducatives s'en ressent également dans le débat public. Organisées par des collectifs citoyens, les marches pour le climat ont mobilisé des centaines de milliers de personnes en France, démontrant ainsi la sensibilisation grandissante à l'égard des enjeux climatiques parmi la population. En 2018, 130 000 personnes ont manifesté en France, dont près de 50 000 à Paris le 8 septembre, suivies par une autre marche le 13 octobre qui a réuni 120 000 participantes<sup>16</sup>.

#### Dans les zones prioritaires de politique urbaine

Le programme « Transition juste » de makesense<sup>17</sup>, mis en œuvre en région Île-de-France, est un exemple d'approche visant à faire participer activement les jeunes de zones prioritaires de politique urbaine à la transition écologique. Ce

programme a été conçu pour aborder les nécessités spécifiques de ces jeunes, qui sont souvent sous-représentés au sein des mouvements environnementaux malgré le fait qu'ils et elles sont plus vulnérables au changement climatique. Le programme implique notamment de former des leaders et leadeuses de la communauté qui travaillent avec les jeunes des quartiers défavorisés sur les compétences nécessaires pour proposer des ateliers sur la transition écologique. En outre, les ateliers encouragent les jeunes à étudier leur propre région, à identifier une initiative écologique pertinente et à la mettre en œuvre. Cette approche ciblée cherche à surmonter les problèmes spécifiques rencontrés par les jeunes des quartiers défavorisés, en priorisant par exemple les urgences sociales et matérielles quotidiennes sur l'urgence écologique, et le sentiment d'injustice provoqué par la pression à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement.

En Gironde, la Ligue de l'enseignement (« Fédération 33 ») a mis en place une approche territoriale à l'éducation au développement durable, considérée « plus pertinente » selon Carole Garcia, déléguée chargée de la transition sociale et de la transition écologique. Mise en œuvre pendant plus de 20 ans, cette approche se focalise sur l'exploration de l'environnement et de la région, en ciblant tout particulièrement les populations défavorisées dans les quartiers prioritaires et les zones de revitalisation rurale.

Parmi les nombreux projets lancés, on retrouve les « vacances sur-place » pour les enfants des quartiers prioritaires, qui proposent des activités environnementales ou sportives. Les enfants sont invités par exemple à grimper dans un arbre près de leur immeuble ou à observer un cours d'eau. Ce sont là des occasions de découvrir la biodiversité locale, en transformant leur perception des ressources existantes. Des activités artistiques et culturelles complémentaires encouragent à avoir une perspective créative du quartier. Menées initialement par la Ligue de l'enseignement, ces initiatives requièrent la collaboration de multiples parties prenantes, en particulier sur le plan du financement. Elles impliquent la politique urbaine, la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale<sup>19</sup> et des prestataires de logement social. Aujourd'hui, ces projets ont été repris par des acteurs locaux, principalement des centres sociaux.

Les jeunes ne sont pas le seul public de ce type d'initiatives dans les quartiers prioritaires. Pour parvenir à un public plus large, la Ligue de l'enseignement a lancé l'initiative « le dehors c'est aussi chez nous », en réponse à une demande faite par un prestataire de logement social en matière de tri des déchets. Cette initiative a permis de transformer un hall squatté fréquemment dans le quartier des Aubiers à Bordeaux en espace accueillant pendant quatre jours. Plusieurs activités, notamment une dégustation de plats préparés par les résidentes et résidents, mais aussi des projets artistiques, ont sensibilisé au tri des déchets et illustré l'interconnexion entre transition écologique et transition sociale.

### Jeunes en milieux ruraux : proches de la nature mais pas mieux outillés

Dans les zones rurales, constatant que les jeunes ne connaissaient pas forcément mieux la nature, la Ligue de l'enseignement a repris le projet « Mon village, espace de biodiversité ». Né dans le sud du département des Deux-Sèvres, ce programme réunit les habitantes autour de la nature comme bien commun. Il englobe plusieurs actions, notamment des programmes scolaires, mais aussi la création d'œuvres d'art collectives, l'installation de ruches pédagogiques et l'organisation d'activités mensuelles. Soutenue financièrement par certaines régions, cette initiative vise à sensibiliser, promouvoir les pratiques écologiques, renforcer la cohésion sociale et encourager l'implication des citoyennes et citoyens dans la gestion environnementale locale.

Enfin, dans de petites communes le long de la Garonne, comme Le Haillan et La Réole, des élèves de lycées professionnels ont participé à la plantation de micro-forêts<sup>20</sup>. Ces espaces compacts et efficaces offrent une solution innovante pour végétaliser les zones urbaines et améliorer la qualité de vie, tout en servant d'outil pédagogique pour ces futurs potentiels agents et agentes municipales.

### Pour les personnes en situation précaire également

La Ligue de l'enseignement du département de la Gironde a également élargi son action aux populations précaires des résidences sociales d'Adoma et Galilée, qui accueillent des personnes ayant des parcours de vie compliqués. Des

sorties dans la nature, des ateliers sur la nutrition et des opérations de nettoyage de plages sont organisées pour aborder le développement durable tout en promouvant le bien-être.

### 3.3. Structures éducatives et collaborations entre acteurs de l'éducation en matière de justice climatique et de transition juste

Les structures éducatives et les collaborations entre acteurs de l'éducation en matière de justice climatique et de transition juste en France se développent par le biais d'initiatives où s'impliquent associations, coalitions, fondations et organisations internationales. L'association Notre Affaire à Tous joue un important rôle dans ce domaine en collaborant avec des écoles et des associations pour les jeunes, en proposant des formations sur les enjeux de justice climatique. Lancé en 2019, son programme « Éducation et Sensibilisation » consiste en des interventions dans les collèges, les lycées et l'enseignement supérieur. Ces interventions prennent la forme d'ateliers dynamiques, de débats rapides et de projets sur le long terme conçus pour s'adapter à différents publics.

#### La classe dehors : lorsque l'éducation formelle et informelle se complètent

Déjà bien implantée dans certains pays européens, la classe dehors gagne du terrain en France. Elle constitue un outil pédagogique qui combine santé des enfants et éducation au développement durable. Ayant démarré avec une centaine de classes dehors, ce nombre atteint désormais 2000 en France, grâce notamment au travail de plaidoyer et de coordination déployé par la Fabrique des communs pédagogiques, ainsi que la recherche sur les pratiques. Selon Benjamin Gentils, co-fondateur de la Fabrique des communs pédagogiques, « l'école est le premier lieu de l'engagement envers la transition écologique ; il n'existe pas d'éducation au développement durable sans elle, et les classes dehors aident à comprendre l'environnement et sa fragilité ». Pour mettre en place ses initiatives, la Fabrique s'appuie sur la Convention internationale des droits de l'enfant, ratifiée par la France en 1989, qui établit le droit à la santé et le droit des enfants à participer aux affaires qui les concernent. La classe dehors vise à sensibiliser les enfants, pour leur permettre d'avoir une compréhension plus approfondie de ces enjeux et avoir la capacité de revendiquer leurs propres droits. Greta Thunberg s'est même appuyée sur les droits des enfants pour tenir les États responsables du non-respect de ces droits<sup>21</sup>. Voilà comment l'éducation formelle et informelle se complètent.

En France, la classe dehors s'effectue principalement dans les écoles maternelles et élémentaires, où l'apprentissage est potentialisé par le contact avec la nature. La ville de Paris soutient ce genre d'initiative, en particulier l'école dehors au square des Deux Nèthes<sup>22</sup>, qui a ouvert en janvier 2024 et propose un accès gratuit aux classes parisiennes et offre un espace pour une initiation et une formation à l'éducation en plein air. Cependant, pour la Fabrique des communs pédagogiques, le développement de la classe dehors dans l'enseignement secondaire est tout aussi importante pour favoriser ce que Benjamin Gentils appelle « le droit de demander ». Ce droit à poser des questions se fonde sur l'Observation générale n°26 des NU contenant des « orientations claires à l'intention des États membres sur ce qu'ils doivent réaliser pour faire respecter le droit de l'enfant à un environnement propre, sain et durable ».

Dans le contexte de la classe dehors dans l'enseignement secondaire, des élèves de Bagnolet, dans la banlieue de Paris, ont construit un dispositif permettant de mesurer la qualité de l'air, et à Marseille, une classe fait des recherches sur l'autonomie énergétique dans les îles du Frioul. En exerçant leur droit de demander, les jeunes travaillent en vue de monter potentiellement un dossier pour une action en justice. Toutes ces approches font partie de l'éducation au développement durable (EDD) de l'ère de l'anthropocène. Nathanaël Wallenhorst, doyen de la faculté d'éducation à l'Université catholique de l'Ouest à Angers et chercheur sur l'anthropocène explique : « Si l'on souhaite faire quelque chose, il ne s'agit pas seulement d'adapter les écoles au changement climatique, mais de la façon dont les écoles peuvent contribuer à atténuer l'aggravation climatique<sup>24</sup>. »

#### À l'échelle de l'université

À l'échelle de l'université, le Réseau des universités pour la formation, l'éducation et le développement durable est une association qui rassemble plusieurs acteurs de l'éducation et de la formation au développement durable, notamment des formateurs et formatrices, chercheurs et chercheuses, universitaires et professionnelles de

l'éducation formelle comme de l'éducation informelle. Cette organisation vise à soutenir l'élaboration de politiques éducatives dans le domaine du développement et de la transition durables, tout en contribuant aux discussions sur les défis d'une éducation critique, civique et républicaine au développement durable. L'association travaille dans le contexte de la formation professionnelle initiale et continue, elle promeut la recherche et encourage la réflexion collective. L'association fonctionne comme un réseau conçu pour construire un fondement commun pour l'éducation au développement durable s'adressant à toutes les élèves, partager les ressources et promouvoir les approches interdisciplinaires. Elle organise également des événements et réunions scientifiques entre professionnelles de différents domaines, notamment une conférence internationale annuelle, « Former au monde de demain », qui se tient dans la ville de Clermont-Ferrand.

## 4. Consultation de la société civile, collaboration et création de coalitions

### 4.1. Plaidoyer et campagnes : mobilisation des organisations de la société civile (OSC) sur l'action environnementale et climat

La société civile française joue un rôle primordial dans la mobilisation pour l'environnement et l'action climat, notamment en prenant la forme de coalitions, de campagnes de sensibilisation, d'actions juridiques et de mobilisations citoyennes, démontrant ainsi la vitalité et la diversité de son engagement.

#### Créer une avancée

Le réseau action climat (Climate Action Network ou CAN en anglais) est une grande organisation qui rassemble 27 associations nationales et 10 associations locales dans la lutte contre le changement climatique. Établi en 1996, le CAN coordonne les actions de plaidoyer de ses membres et représente la France au sein du CAN international. Parmi ses objectifs, on retrouve la promotion de politiques publiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, la sensibilisation auprès du public et des décideurs et la participation active aux débats et aux négociations climat.

La coalition *Never Again* (« plus jamais ça ») est une alliance entre syndicats et associations environnementales, lancée en 2020. Initialement, elle rassemblait huit organisations, notamment la Confédération générale du travail, Greenpeace, Oxfam et le syndicat Solidaires. Depuis, vingt autres organisations l'ont rejointe. Cette coalition vise à promouvoir une transition écologique juste en reliant les enjeux sociaux et les enjeux environnementaux. Elle a notamment élaboré un plan pour une transformation sociale, écologique et fondée sur la solidarité détaillée en 36 mesures concrètes. Dans un monde à la recherche de solutions aux problèmes sociaux et environnementaux, ce plan ambitieux entend transformer profondément la société, en combinant justice sociale et transition écologique. Au cœur de cette initiative se trouvent des propositions innovantes, par exemple la semaine de travail de 32 heures, le renforcement des services publics, et la refonte des systèmes bancaires et fiscaux. En articulant habilement les besoins immédiats des citoyennes et une vision sur le long terme de transformation de la société, ce plan entend servir de véritable tremplin vers un avenir plus juste et plus durable. Il incarne l'espérance d'une rupture avec le modèle économique actuel, en ouvrant la voie à une société où les préoccupations humaines et environnementales prévalent sur les profits.

#### Actions en justice

Notre Affaire à Tous mène des actions en justice contre de grandes entreprises polluantes. L'association utilise la loi comme outil dans la lutte contre le changement climatique et est notamment impliquée dans « L'affaire du siècle ». Entamée en 2018, cette campagne de justice climatique a également été entreprise par la Fondation pour la nature et l'humain, Greenpeace France et Oxfam France. Cette action en justice contre l'État français pour inaction climatique a abouti à une décision historique le 3 février 2021, lorsque le tribunal administratif de Paris a reconnu la faute de l'État et les dégâts écologiques occasionnés par son inaction<sup>25</sup>. En octobre 2021, la cour a ordonné à l'État de prendre « toutes les mesures nécessaires » pour réparer ces dégâts<sup>26</sup>.

## Mobilisations citoyennes et solutions locales

Alternatiba excelle dans l'organisation de mobilisations citoyennes festives et engagées pour le climat. Avec ses 110 groupes locaux, Alternatiba parvient à déployer une mobilisation décentralisée ancrée sur les territoires locaux tout en coordonnant d'importants événements nationaux. Ses « villages d'alternatives » sont devenus emblématiques et rassemblent des dizaines de milliers de personnes pour découvrir les solutions locales qui existent. Le mouvement organise également le « Tour Alternatiba » un grand itinéraire à vélo dans toute la France pour sensibiliser et mobiliser les gens sur ce thème. En 2018, le Tour a parcouru près de 5 800 km en 4 mois, touchant plus de 200 000 personnes dans 200 villes et villages. Alternatiba a également co-organisé de grandes Marches pour le climat, qui ont rassemblé jusqu'à 1,5 million de participantes en France. Chaque année, ses « Camps Climat » forment des milliers de citoyens et citoyennes à l'action non violente.

### 4.2. Éducation : implication des OSC dans l'apprentissage formel et informel sur les enjeux de climat et de transition juste

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle crucial dans l'éducation formelle et informelle aux enjeux du climat et de transition juste. Leurs actions sont menées à bien à l'aide de différentes méthodes et outils, pour parvenir à un public élargi.

## L'engagement de la Ligue de l'enseignement

La Ligue de l'enseignement est impliquée activement dans l'éducation au développement durable (EDD) et à la transition écologique. Son engagement se reflète dans plusieurs initiatives et actions concrètes. Le texte de référence « Urgences et Transitions Écologiques : habiter ensemble un monde commun<sup>27</sup> » sert de fondement à la réflexion et à l'action de la Ligue sur les questions climatiques. Fruit d'efforts collectifs étalés sur un an et ayant impliqué 30 fédérations, ce document souligne l'importance d'une approche globale et systémique de ces enjeux. La Ligue offre un large éventail de formations et de ressources pédagogiques sur les thématiques du développement durable et de la transition écologique. Ces outils sont conçus pour répondre aux besoins des enseignantes, éducatrices et du public en général, et proposent une approche inclusive de l'éducation environnementale.

En outre, depuis 1992, la Ligue gère le label Citoyenneté - Environnement - Développement durable, décerné aux structures organisant des activités pour la jeunesse. Ce label cherche à promouvoir les attitudes et comportements civiques, à encourager la gestion écologique et à stimuler l'engagement envers le développement durable à l'échelle locale. L'organisation est également impliquée dans plusieurs projets en lien spécifique avec la transition écologique. Cela inclut le programme « Transi'Terre » qui s'adresse à la jeunesse et comprend des ateliers, des sorties et des projets collaboratifs, qui permettent aux participantes de mieux comprendre leur impact sur la planète et prendre des mesures pour un avenir plus durable. La Ligue est également un relais actif de « la Fresque du Climat », un atelier collaboratif et éducatif sur les mécanismes climatiques étayé par des données scientifiques provenant du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui permet aux participantes de comprendre les causes et les conséquences du changement climatique par l'intermédiaire d'un jeu de cartes. Enfin, la Ligue travaille depuis plusieurs années à obtenir l'écolabel européen pour ses centres de vacances.

À l'échelle européenne, la Ligue coordonne des projets tels que « EcoReactEU<sup>28</sup> », en partenariat avec l'Arci (Italie), EkoGreece (Grèce) et l'Université d'Utrecht (Pays-Bas). Focalisé sur l'éco-anxiété chez les jeunes, le projet entend former et outiller les professionnelles travaillant avec les jeunes, afin d'identifier et soutenir celles et ceux souffrant d'éco-anxiété. Cette démarche souligne combien l'organisation s'implique pour aborder les aspects psychologiques et émotionnels de la question environnementale.

L'engagement de la Ligue se manifeste également à l'échelle locale. Par exemple, la Fédération de la Loire a produit 50 malles pédagogiques<sup>29</sup> pour sensibiliser les jeunes aux impacts écologiques des technologies numériques, illustrant l'adaptation des initiatives aux contextes locaux.

## Ressources ADEME

L'Agence française pour la transition écologique (ADEME) fournit une grande variété de ressources pour comprendre les enjeux climatiques. Son guide pratique, « le Changement climatique en 10 questions », est un exemple des ressources accessibles au grand public, conçu pour aider les gens à comprendre les concepts de base du changement climatique et ses impacts. Il aborde des sujets comme la différence entre météo et climat, l'effet de serre, les causes du réchauffement mondial et le rôle des activités humaines dans le dérèglement climatique. Ce guide peut être utilisé dans différents contextes pédagogiques, du collège à l'enseignement supérieur, y compris les formations professionnelles et techniques. L'ADEME propose également d'autres ressources telles que des infographies animées, des formations en ligne et un site internet spécifiquement pensé pour les élèves de collège, lycée et université intitulé « MtaTerre »<sup>30</sup>, qui leur fournit des informations sur les dernières actualités environnementales, des vidéos et des rapports sur différents sujets en lien avec le développement durable.

### La Fresque du Climat : louée et critiquée

Les initiatives innovantes telles que la Fresque du Climat ont permis de former plus d'un million de personnes en France<sup>31</sup>. Ce succès est un reflet de l'efficacité des approches éducatives interactives pour aider le public à mieux comprendre les enjeux climatiques. Toutefois, des critiques se sont fait entendre en raison d'une approche perçue comme bien trop libérale et une certaine popularité parmi les grandes compagnies du CAC40. La Fresque du Climat est tout particulièrement attractive pour les multinationales qui souhaitent former leurs employées, ce qui pose la question de sa véritable efficacité à promouvoir des changements structurels plutôt que des ajustements superficiels au sein d'entreprises dont le modèle commercial reste fondamentalement pollueur. Certains observateurs et observatrices remettent en cause la capacité de cet instrument à véritablement défier les logiques économiques qui sont à l'origine de la crise climatique, malgré sa grande diffusion.

### Ressources universitaires

Le « Guide de la Grande Transition » est un travail collectif qui émane de l'initiative FORTES (« Formation à la Transition écologique et sociale dans l'Enseignement Supérieur »)<sup>32</sup> lancée en 2019 par le Campus de la transition. Élaboré par plus de 70 enseignantes, chercheuses et professionnelles, ce guide propose une approche interdisciplinaire à la transition écologique et sociale dans l'enseignement supérieur. Le livre vise à fournir des fondements pour les connaissances et les compétences qui permettront de comprendre et d'agir pour répondre aux défis contemporains. Structuré autour de six grandes thématiques, il aborde des sujets allant du logement à l'éthique en passant par l'économie et l'action civique.

## 4.3. Coopération avec les groupes environnement et climat sur l'éducation formelle et informelle

### Travail à l'échelle nationale

La coopération entre groupes et acteurs de l'environnement/climat au sein de l'éducation formelle et informelle en France se manifeste sous forme d'initiatives innovantes et de collaborations pluripartites. C'est là que « l'école dehors » prend tout son sens, en potentialisant l'éducation au développement durable avec une expérience directe de la nature. Cette approche est particulièrement pertinente à l'ère de l'anthropocène, où il est crucial de reconnecter les humains à leur environnement. Comme l'exprime Baptise Morizot, un philosophe spécialisé dans l'écologie : « L'intelligence la plus rigoureuse doit être connectée à la sensibilité la plus vibrante<sup>33</sup> ». Le réseau français d'éducation à la nature et à l'environnement, anciennement connu sous le nom de Réseau École et Nature, est un acteur historique de l'avènement de l'école dehors en France. Le réseau développe et partage des ressources pédagogiques précieuses, qui permettent aux enseignantes d'enrichir leurs pratiques en plein air. En parallèle, il contribue à faire progresser les connaissances en soutenant et en diffusant des recherches sur les avantages et les méthodes d'école en plein air, jetant un pont essentiel entre la pratique sur le terrain et la réflexion universitaire.

À l'échelle associative, le Collectif français pour l'éducation à l'environnement vers un développement durable rassemble une vingtaine d'organisations et représente les principaux réseaux et acteurs de l'éducation au

développement durable en France. Il agit comme porte-parole du secteur et facilite la communication entre les autorités publiques et les acteurs de l'éducation au développement durable. La coopération s'étend également aux autorités locales. Nombre de villes, Paris et Lyon par exemple, collaborent activement avec des associations pour mettre en œuvre des projets d'éducation au climat.

### Agir à l'échelle locale...

Le programme Territoires engagés pour la nature fait partie d'une approche plus vaste d'éducation locale au développement durable. Mené par le Bureau français de la biodiversité, il vise à identifier, reconnaître et promouvoir des plans d'actions pour la biodiversité dans les municipalités et entre municipalités. L'éducation a beau ne pas être sa principale préoccupation, le programme inclut souvent des mesures de sensibilisation et d'éducation à la biodiversité dans les plans d'action des autorités locales. Ceci peut supposer des partenariats avec les écoles, les associations locales et parfois des entreprises locales, créant ainsi des possibilités d'apprentissage ancrées dans la communauté qui encouragent à une approche systémique et locale de la préservation de la biodiversité et de l'éducation au développement durable.

### ...Et au sein des familles

Les « Défis énergie positive des familles » désormais baptisés « Défi DECLICS » (Défis Citoyens Locaux d'Implication pour le Climat et la Sobriété<sup>34</sup>), illustrent parfaitement la synergie entre autorités locales, associations et citoyennes dans l'éducation à la transition écologique. Soutenue par l'ADEME et de nombreuses autres autorités locales, cette initiative amusante et éducative invite les familles à réduire leur consommation d'eau et d'énergie sur une période de cinq mois, généralement pendant l'hiver. Regroupées par équipes, les participantes sont en compétition pour adopter des habitudes respectueuses de l'environnement simples mais efficaces dans leur vie de tous les jours. Au-delà de l'aspect de compétition, le défi crée une dynamique collective d'apprentissage et de soutien mutuel, où tout le monde partage ses astuces et ses expériences. Les résultats sont significatifs : en moyenne, les familles parviennent à réduire leur consommation d'énergie de 8 à 12 %, économisant environ 200 € sur leurs factures, tout en réduisant considérablement leur empreinte carbone. Ce programme démontre l'efficacité de l'éducation informelle dans la sensibilisation aux questions environnementales et dans l'encouragement à des comportements plus durables à l'échelle du foyer.

#### 4.4 La consultation des OSC sur la transition juste par les agences gouvernementales, et les défis rencontrés dans leur travail sur les plans climat et de transition juste

L'État français a établi plusieurs organismes et mécanismes pour impliquer les organisations de la société civile (OSC) dans l'élaboration des politiques environnementales.

### Le Conseil national pour la transition écologique : consultation ou légitimation ?

Le Conseil national pour la transition écologique est une instance de dialogue créée en 2013. Il est composé de 50 membres répartis en six collèges, notamment un collège d'ONG environnementales. Le Conseil n'a qu'une valeur consultative ; ses opinions et ses recommandations sont prises en compte par le gouvernement et les parlementaires lors de l'élaboration de lois et stratégies environnementales. Le Conseil est consulté sur les projets de lois concernant l'environnement et l'énergie, ainsi que sur les stratégies nationales sur le développement durable. Son influence se manifeste souvent dans les ajustements ou les améliorations faites aux projets initiaux suite à ses consultations. Le Conseil a été notamment consulté lors du processus de développement de la Loi sur la transition énergétique pour la croissance verte (2015)<sup>35</sup>. Ses contributions ont façonné certains aspects de la législation, en particulier concernant les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre et le développement des énergies renouvelables. Le Conseil a également participé activement au développement de la Stratégie nationale de transition écologique vers le développement durable 2015-2020<sup>36</sup>. Toutefois, les critiques à son encontre sont nombreuses : son efficacité est remise en question en raison de la nature non-contraignante de ses opinions, ce qui fait que certaines le considèrent

comme un simple outil de légitimation des décisions gouvernementales. Cette perception a atteint son sommet en septembre 2020 avec le boycott de trois grandes associations environnementales dénonçant un « démantèlement discret de la législation environnementale<sup>37</sup> ».

### La Convention citoyenne pour le climat : les limites de la consultation populaire

Établie en 2019, la Convention citoyenne pour le climat (CCC) représente une expérience unique de démocratie participative et de consultation des organisations de la société civile sur la transition écologique en France. 150 citoyennes sont sélectionnées aléatoirement pour permettre une représentation diversifiée de la société et formuler des propositions pour le climat. L'expérience a mis en avant plusieurs grands défis, notamment l'équilibre délicat entre urgence climatique et justice sociale, comme l'ont illustré les débats sur les mesures comme la taxe carbone. La CCC a révélé certaines limitations dans la consultation des organisations de la société civile par les agences gouvernementales. Bien que le processus soit salué pour son caractère novateur, la mise en œuvre effective des propositions a rencontré des obstacles politiques et économiques. L'engagement initial du président Macron à transmettre les propositions « sans filtre » n'a été honorée qu'en partie, avec seulement 10 % environ des mesures ayant été pleinement adoptées par le gouvernement<sup>38</sup>.

### Consultations publiques

Les consultations publiques existent sur plusieurs thématiques, comme les Assises nationales de la mobilité en 2017, qui ont donné lieu à une vaste consultation des acteurs de la société civile sur la politique des transports. Les ateliers territoriaux et la plateforme en ligne ont recueilli les contributions d'autorités locales, usagers et usagères, opérateurs et opératrices et ONG. La même année, les États généraux de l'alimentation<sup>39</sup> ont rassemblé des acteurs de la production, de la transformation de la distribution, des consommateurs et consommatrices et des ONG pour réfléchir à l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation en France. D'autre part, le ministère de la Transition écologique et l'ADEME mettent régulièrement en place des groupes de travail thématiques impliquant les OSC. Par exemple, un groupe de travail sur l'accès à l'énergie hors réseau, piloté par le Syndicat des énergies renouvelables et l'ADEME, a rassemblé des ONG, des entreprises et des institutions publiques afin qu'elles puissent partager leurs expériences. La mise au point de stratégies telles que la Stratégie nationale biodiversité implique également les OSC par l'intermédiaire de groupes de travail thématiques.

Malgré ces mesures, certaines associations environnementales ont fait récemment part de leur frustration face à ce qu'elles perçoivent comme des reculs dans la politique environnementale<sup>40</sup>. Le gouvernement s'est engagé à maintenir le dialogue<sup>41</sup>, en particulier sur des questions telles que le plan de réduction des pesticides.

## 5. Solidarité transfrontalière

### 5.1. Réseautage et coalitions transnationales

#### Travailler dans l'éducation

Élaboré par l'association Teragir, le programme Éco-École fait partie du réseau international d'Éco-écoles présent dans 74 pays. En France, plus de 4 000 écoles participent au programme, dont 2 700 sont certifiées éco-écoles, une reconnaissance de leur engagement à adopter une approche intégrale du développement durable. Les établissements certifiés « Éco-Ecole », « Éco-Collège », ou « Éco-Lycée » en France ont la possibilité de se connecter aux autres établissements scolaires à l'étranger impliqués dans ce programme de développement durable<sup>42</sup>. Ces partenariats promeuvent les échanges d'expérience et de bonnes pratiques entre élèves et enseignantes de différents pays, permettant ainsi la réalisation de projets conjoints sur les thèmes du développement durable. Cette approche renforce la compréhension interculturelle et suscite un sentiment de citoyenneté mondiale chez les participantes et participants.

La France a participé activement à la Coalition mondiale pour l'éducation de l'UNESCO, une initiative lancée en réponse à la crise pédagogique causée par la pandémie de COVID-19. Composée de 222 partenaires dans 112 pays, cette coalition vise à veiller à la continuité de l'apprentissage des enfants et des jeunes, à promouvoir l'inclusion et l'équité dans l'éducation et à soutenir les innovations dans l'enseignement et l'apprentissage. La France contribue en partageant son expertise dans l'EDD et en participant aux projets de collaboration internationale. Cette participation permet à la France de mieux intégrer les bonnes pratiques internationales à ses programmes d'EDD, mais aussi de promouvoir une approche intégrale qui s'aligne sur les objectifs du développement durable, et contribuer à l'élaboration de politiques éducatives nationales pour le développement durable à l'échelle mondiale.

### Comprendre et agir

Des initiatives visant à promouvoir la solidarité climatique au-delà des frontières sont également mises en œuvre. L'agence française pour le développement a lancé le projet « Solidarité climatique : je comprends, j'agis ! », qui cherche à mobiliser un million d'actions citoyennes en France pour la solidarité climatique. Ce type de programme aide à sensibiliser la population française aux enjeux mondiaux du changement climatique et encourager à des actions concrètes pour la solidarité mondiale.

Ce projet tourne autour de trois piliers : comprendre, agir et soutenir. Il entend sensibiliser la population française aux enjeux mondiaux du changement climatique tout en encourageant à des actions concrètes pour la solidarité mondiale. L'objectif est de créer un lien tangible entre les citoyens et citoyennes françaises et les communautés dans les pays en développement qui sont impactées en première ligne par le changement climatique. Pour y parvenir, l'agence collabore avec différents acteurs de la société civile, institutions éducatives et autorités locales. Cela suppose par exemple la participation à des projets de reforestation, le soutien à des initiatives d'adaptation au changement climatique dans les pays méridionaux ou l'implication dans le plaidoyer pour la justice climatique mondiale. En encourageant les citoyens et citoyennes françaises à effectuer des actions concrètes pour la solidarité climatique internationale, l'agence espère non seulement avoir un impact direct sur les communautés vulnérables, mais également renforcer le soutien public aux politiques de développement et d'atténuation du changement climatique à l'échelle internationale.

### Implication des jeunes

Les mouvements de la jeunesse pour le climat illustrent parfaitement la dimension transnationale de l'engagement citoyen. Youth for Climate France<sup>43</sup> fait partie d'un vaste réseau mondial qui organise des grèves scolaires et des actions de sensibilisation dans de nombreux pays. De la même manière, Fridays For Future France est la branche française du mouvement international réunissant des millions de jeunes du monde entier, unies par l'aspiration commune à vivre sur une planète préservée. Ces réseaux transnationaux facilitent non seulement la coordination d'actions de grande envergure, mais ils permettent notamment de partager les expériences et les stratégies entre pays. Ils jouent un rôle crucial dans la consolidation de la solidarité climatique transcendant les frontières, et permettent de reconnaître la nature mondiale des questions climatiques et la nécessité d'une réponse collective et coordonnée.

## 5.2. Projets transfrontaliers

### Un programme européen de coopération territoriale

L'Union européenne joue un rôle primordial dans la promotion de la solidarité transfrontalière en matière de transition écologique et d'éducation au développement durable (EDD). Des initiatives remarquables sont par exemple l'Interreg Euro-MED Academy<sup>44</sup>, une plateforme d'apprentissage accessible en ligne qui vise à partager des connaissances, des compétences et les résultats des projets Interreg MED. Cette académie propose une série de cours en ligne focalisés sur le développement durable et inclusif dans la région méditerranéenne. L'un des programmes phares de cette académie se concentre sur les possibilités de financement et les mécanismes de coopération vers une

mer Méditerranée durable. Ce cours permet aux participantes de mieux comprendre les défis du développement durable dans la région méditerranéenne et d'explorer les différentes options de financement et de collaboration transfrontalière pour mettre en œuvre des projets de durabilité. Le programme Interreg Euro-MED en lui-même est un programme européen de coopération territoriale qui couvre 69 régions dans 14 pays du bassin méditerranéen. Il vise à rendre la région méditerranéenne plus « innovante » et « verte », en finançant des projets mis en place et gérés par des administrations publiques, des universités, des organisations privées et la société civile.

### Échanges de savoirs et de compétences

La solidarité transfrontalière s'exprime également sous différents programmes d'échange et de partage des connaissances. Le programme ERASMUS+ joue un rôle majeur dans la promotion de l'éducation au développement durable à l'échelle européenne. Le programme finance des projets éducatifs impliquant des partenaires françaises et européennes, avec un accent particulier mis sur la transition écologique. Il encourage également l'écoresponsabilité en offrant des avantages financiers pour l'utilisation de moyens de transport moins polluants pour se déplacer. En outre, les projets qui intègrent des priorités environnementales bénéficient d'une attention spéciale lors de l'évaluation des candidatures.

Le jumelage entre villes françaises et étrangères est une autre voie importante pour échanger les bonnes pratiques dans le domaine de la transition écologique. Mis en place initialement pour promouvoir la réconciliation au sortir de la Seconde Guerre mondiale, ces partenariats ont évolué pour pouvoir aborder les défis contemporains, notamment liés au changement climatique. Ces jumelages permettent également aux délégations officielles de partager leurs expériences et d'observer les initiatives mises en œuvre dans d'autres municipalités européennes. Par exemple, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire du jumelage entre Rennes et Cork, le maire irlandais a fait part de son intérêt vis-à-vis du réseau de chauffage de la ville bretonne et de sa politique en matière de déchets, qui vise à réduire considérablement la production de déchets par habitante d'ici à 2024<sup>45</sup>.

## 6. Conclusion et recommandations

L'avenir de l'éducation au développement durable en France dépend tout d'abord de **son intégration naturelle à toutes les formes d'éducation**. Il est important de suivre une approche interdisciplinaire qui englobe toutes les thématiques, afin de montrer les liens entre les enjeux environnementaux et les autres disciplines. Qui plus est, envisager tout cela du point de vue de l'éducation des jeunes permet de construire plus facilement une base commune de sensibilisation, dans la lignée des exigences d'inclusivité de la transition juste.

Afin de parvenir à une diffusion large, il nous faut comprendre que **l'éducation ne se restreint pas aux écoles**. Les OSC peuvent enrichir le contenu pédagogique et donner aux élèves une expérience pratique des ressources et des espaces verts avec lesquels ils et elles travaillent. Par conséquent, la coopération entre écoles, autorités locales et associations facilite la mise en place des projets sur le terrain, ce qui permet aux élèves de mieux comprendre et d'agir face aux problèmes environnementaux.

**Des méthodes de pédagogie active** doivent donc être adoptées, telles que l'apprentissage sur la base de projets, les sorties éducatives et les ateliers participatifs, pour impliquer les élèves dans des actions locales qui ont un impact direct et tangible sur leur environnement, ce qui renforcera alors leur sentiment de citoyenneté écologique.

Toutefois, cet objectif ne pourra se concrétiser sans **une formation spécifique des enseignantes, éducatrices et formatrices professionnelles à l'EDD**. Cette formation doit se faire de façon continue afin que les professionnelles de l'éducation et de la formation mettent à jour leurs connaissances et adaptent leurs méthodes pédagogiques aux enjeux et problèmes actuels et aux différents publics. Du point de vue de la transition juste, il s'agit moins de proposer du contenu spécifique que d'essayer de repousser l'éducation environnementale aux limites de sa capacité à s'adapter à tous types de publics.

## 7. Références

1. <https://www.ifop.com/publication/les-francais-et-le-rechauffement-climatique-perceptions-comportements-et-anticipations/>
2. Le rapport Pisani-Ferry intitulé « Les incidences économiques de l'action pour le climat » a été commandité par la Première ministre et dirigé par l'économiste Jean Pisani-Ferry. Il entend évaluer les impacts macroéconomiques de la transition écologique en France. Les conclusions du rapport ont été rendues publiques en juin 2023.
3. [http://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/20194\\_bilan\\_Plan-Action-Climat-synthese-4.pdf](http://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/20194_bilan_Plan-Action-Climat-synthese-4.pdf)
4. Oxfam (2024) « Réchauffement climatique. Nous ne sommes pas prêts.es » . <http://www.oxfamfrance.org/rapports/changement-climatique-nous-ne-sommes-pas-prets/>
5. EcoAct. (2023). Vulnérabilité des écoles aux changements climatiques : quels besoins d'adaptation dans les territoires ? . : <https://eco-act.com/fr/blog/vulnerabilite-des-ecoles-aux-changements-climatiques-quels-besoins-dadaptation-dans-les-territoires/>
6. <https://www.ors-idf.org/fileadmin/DataStorageKit/ORS/>
7. France Stratégie (juin 2023), « Le travail à l'épreuve du changement climatique »,
8. [https://www.strategie-plan.gouv.fr/files/files/Publications/Rapport/fs-2023-na123-adaptation\\_changement\\_climatique-juin\\_2.pdf](https://www.strategie-plan.gouv.fr/files/files/Publications/Rapport/fs-2023-na123-adaptation_changement_climatique-juin_2.pdf)
9. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/sommets-et-enjeux-globaux/le-pacte-de-paris-pour-les-peuples-et-la-planete-4p/>
10. [http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Rapports/2023/2023\\_05\\_inegalites\\_genre.pdf](http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Rapports/2023/2023_05_inegalites_genre.pdf)
11. [https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr/sites/pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr/IMG/pdf/annexe\\_11\\_pttj\\_pdl\\_annexe\\_version\\_longue.pdf](https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr/sites/pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr/IMG/pdf/annexe_11_pttj_pdl_annexe_version_longue.pdf)
12. <https://www.leparisien.fr/val-de-marne-94/collecte-de-dechets-vegetalisation-jardinage-les-collegiens-de-villejuif-primés-pour-leurs-projets-eco-responsables-29-06-2022-SC24RFQZYBZW7HRUGG3TXVJHHU.php>
13. <http://www.cpie-sevre-bocage.com/cpie/content.aspx?ID=150272>
14. <http://www.cpie-bresse-jura.org/activites-nature-outils-pedagogiques/>
15. <https://www.arec-idf.fr/nos-travaux/publications/kit-pedagogique-je-mecotransporte/>
16. <https://graine-idf.org/leedd/>
17. <https://reporterre.net/La-plus-grande-manifestation-pour-le-climat-jamais-vue-en-France>
18. <https://france.makesense.org/wp-content/uploads/sites/6/2022/11/rapport-2022-makesense-qhettup.pdf>
19. Les zones de revitalisation rurale (ZRR) sont des zones rurales en France recevant des avantages fiscaux et sociaux pour soutenir leur développement économique et lutter contre le dépeuplement.
20. La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale est un fonds français visant à soutenir financièrement les municipalités et les établissements publics de coopération inter-communes faisant face à des difficultés économiques et sociales dans les quartiers défavorisés. S'inspirant de la méthode Miyawaki au Japon, les micro-forêts urbaines correspondent à des espaces où sont plantées densément des espèces locales sur de petites parcelles dans la ville. Leur caractère unique leur vient du fait qu'elles deviennent auto-suffisante en tout juste trois ans, ne nécessitant plus d'entretien après ce laps de temps. Ces mini-écosystèmes fournissent rapidement un refuge à la faune urbaine, attirant une biodiversité

surprenante. Pour les résident-es, elles constituent des îlots de fraîcheur précieux, réduisant potentiellement les températures ambiantes de 2°C aux périodes chaudes.

21. <https://www.unicef.org/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/16-enfants-dont-greta-thunberg-d%C3%A9posent-une-plainte>
22. <https://mairie18.paris.fr/pages/ecole-dehors-25729>
23. <https://www.ohchr.org/fr/news/2023/09/presentation-de-lobserva-tion-generale-ndeq-26-du-comite-des-droits-de-lenfant>
24. <https://pad.faire-ecole.org/s/WebinaireAdapterlecoleAuChangementClimatique2501>
25. <https://paris.tribunal-administratif.fr/decisions-de-justice/dernieres-decisions/l-affaire-du-siecle>
26. <https://paris.tribunal-administratif.fr/decisions-de-justice/dernieres-decisions/l-affaire-du-siecle-le-tribunal-estime-que-la-reparation-du-prejudice-ecologique-bien-que-tardive-est-suffisante-et-ne-prononce-de-mesures>
27. <https://lalique.org/uploads/sites/2/media/Urgences-et-transitions-ecolo-giques.pdf>
28. <https://ecoreact.eu/en/>
29. <https://lalique.org/articles/conscience-numerique-durable-la-malle-pedago-gique-de-la-lique-de-l-enseignement-de-la-loire-reconnue-bonne-pratique-par-erasmus/>
30. <https://mtaterre.fr/>
31. <https://www.usinenouvelle.com/article/avec-plus-d-un-million-de-francais-formes-la-fresque-du-climat>
32. <https://pressbooks.pub/manueldelagrandetransitionformerpourtransformer/>
33. *Manières d'être vivant : enquêtes sur la vie à travers nous*, Arles, Actes Sud, 2020, p. 66.
34. <https://www.apc-paris.com/particuliers/aqir-sur-mon-comportement-au-quotidien/passer-a-l'action-grace-au-parcours-sobriete/>
35. <http://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/CNTE - Avis 2015.pdf>
36. *Idem*
37. [https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/09/02/des-ong-denoncent-un-detricotage-systematique-du-droit-de-l-environnement\\_6050631\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/09/02/des-ong-denoncent-un-detricotage-systematique-du-droit-de-l-environnement_6050631_3244.html)
38. <https://reporterre.net/Convention-pour-le-climat-seules-10-des-propositions-ont-ete-reprises-par-le-gouvernement>
39. Les États généraux de l'alimentation est une initiative française lancée en 2017 visant à réformer le système alimentaire national. Parmi ses objectifs se trouvent l'amélioration de la qualité de l'alimentation, la réduction du gaspillage alimentaire, la garantie de revenus équitables aux agriculteur-rices, la promotion de l'accessibilité alimentaire pour toustes, et le soutien aux pratiques agricoles durables, par le biais de consultations entre parties prenantes de la chaîne agroalimentaire.
40. [https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/france/un-recul-majeur-la-liste-des-promesses-aux-agriculteurs-s-allonge-et-fait-grimacer-les-associations-environnementales\\_AD-202402130511.html](https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/france/un-recul-majeur-la-liste-des-promesses-aux-agriculteurs-s-allonge-et-fait-grimacer-les-associations-environnementales_AD-202402130511.html)
41. <https://www.francebleu.fr/infos/environnement/ecophyto-ce-que-l-on-sait-de-la-nouvelle-strategie-de-reduction-des-pesticides-qui-sera-presentee-lundi-6341746>
42. <https://www.eco-ecole.org/article/qui-sommes-nous/eco-schools-un-reseau-international#jumelages-et>
43. <https://youthforclimate.fr/>
44. <http://www.interreg-euro-med-academy.eu/>
45. <http://www.bretagne.bzh/actualites/rennes-cork-mais-au-fait-a-quoi-servent-les-jumelages-de-villes/>